

PRÉFET DE VAUCLUSE

Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
de Provence-Alpes-Côte d'Azur

Avignon, le 29 janvier 2020

Adresse postale

Services de l'Etat en Vaucluse
DREAL PACA
Unité Départementale de Vaucluse
84905 AVIGNON cedex 09

Adresse physique

DREAL PACA
Unité Départementale de Vaucluse
Cité Administrative - Bâtiment 1 -
Porte B
84000 AVIGNON

Affaire suivie par :

Tél. : 04.88.17.89.33. – Fax : 04.88.17.89.48.

P3 – N° S3IC : 064-10490

D-0007-2020-UD84-sub1

RAPPORT DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSÉES

Objet : Installation classée pour la protection de l'environnement (ICPE)
Société SATURNIC à VALREAS, Z.A. La Grèze

Réf. : [1] Arrêté préfectoral n°2013358-0002 du 24/12/2013
[2] Courrier de Maître Torelli, mandataire judiciaire, du 08/11/2019
[3] Rapport de l'Ademe du 29/12/2019
[4] Circulaire du 26/05/11 relative à la cessation d'activité d'une installation classée chaîne de responsabilités – défaillance des responsables

P. J. : [1] Rapport de l'Ademe du 29/12/2019
[2] Projet d'arrêté préfectoral d'exécution par l'Ademe de travaux d'office (élimination de déchets dangereux)
[3] Projet d'arrêté préfectoral d'occupation temporaire des sols

Le présent rapport a pour objet de proposer à M. le Préfet de Vaucluse de saisir M. le Préfet de la région PACA pour solliciter son accord afin de prendre un arrêté d'exécution par l'Ademe de travaux d'office d'éliminer des déchets dangereux, notamment amiantés.

1. Présentation du site

La société SATURNIC était autorisée par l'arrêté préfectoral cité en référence [1] à exploiter sur le site de la Z.A. de la Grèze à VALREAS les installations relevant des rubriques ICPE suivantes :

- 2718-1 Installation de transit, regroupement ou tri de déchets dangereux ou de déchets contenant les substances dangereuses ou préparations dangereuses mentionnées à l'article R. 511-10 du code de l'environnement, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 1313, 2710, 2711, 2712, 2717 et 2719. La quantité de déchets susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 1 t (capacité maximale de stockage : 80 tonnes pour un transit de 9 t/j de déchets amiantés) ;
- 2790-2 Installation de traitement de déchets dangereux ou de déchets contenant des substances dangereuses ou préparations dangereuses mentionnées à l'article R. 511-10 du code de l'environnement, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 1313, 2720, 2760 et 2770. Les déchets destinés à être traités ne contenant pas les substances dangereuses ou préparation dangereuses mentionnées à l'article R. 511-10 du code de l'environnement (atelier confiné d'une capacité de traitement de 4 t/j). L'exploitant a déclaré n'avoir jamais mis en service cette activité. Toutefois, les constats réalisés lors de la visite d'inspection du 12 décembre 2019 laissent à penser que l'atelier de traitement ait pu être exploité.

L'exploitant entreposait les déchets amiantés issus des chantiers de désamiantage qu'il avait réalisés.

2. Actions des pouvoirs publics

Lors d'une visite d'inspection en date du 22 mars 2019, l'inspection de l'environnement a relevé différents manquements aux règles d'exploitation prescrites par l'arrêté préfectoral cité en référence [1], notamment :

- des déchets étaient entreposés hors des zones strictement prévues et aménagées à cet effet ;
- la pesée, la tenue des registres et, de façon générale, la traçabilité des déchets n'étaient pas effectuées de manière suffisamment rigoureuse ;
- les déchets ne sont pas évacués dans les quatre-vingt-dix jours suivant leur réception.

Malgré les engagements de l'exploitant de respecter les prescriptions, l'inspection de l'environnement a proposé à M. le Préfet de Vaucluse de prendre un arrêté préfectoral de mise en demeure à son encontre. L'arrêté a été signé le 3 mai 2019.

L'entreprise SATURNIC a été placée en redressement judiciaire le 27 mars 2019 par le tribunal de commerce d'Avignon qui désigna comme mandataire liquidateur Maître TORELLI (étude BALINCOURT) sis 29 rue des Lombards, 30000 Nîmes. Le 21 août 2019 SATURNIC fut mise en liquidation.

Le mandataire judiciaire chargé de la liquidation de l'entreprise SATURNIC a informé l'inspection de l'environnement par courrier cité en référence [2] qu'il ne disposait pas des fonds nécessaires pour éliminer les déchets dangereux encore présents sur le site. Les créances super-privilégiées de SATURNIC se montent à 208520,48€ pour des fonds disponibles de 72207,16€ (le passif déclaré au titre de l'article L622-24 du code du commerce est par ailleurs supérieur à 4 M€) alors que le montant total des dépenses correspondantes à l'élimination des déchets dangereux a été estimé à 133 k€ HT (devis de l'entreprise Dauphiné Isolation Environnement).

Mise en sécurité du site au sens de l'article R.512-39-1 du code de l'environnement

Dans le cas d'exploitants défaillants, l'Ademe peut intervenir sur fonds publics dans le cadre de la circulaire citée en référence [4]. Dans le cas présent, l'inspection a sollicité l'Ademe pour l'enlèvement des déchets dangereux. En effet, l'inspection considère que la présence de ces déchets issus de l'activité de désamiantage de locaux (donc d'amiante non-liée notamment) présente un risque important du fait de la dissémination certaine de fibres d'amiante vers l'environnement en cas de vandalisme ou d'incendie. Les autres actions de mise en sécurité (interdiction d'accès, suppression des risques d'incendie et d'explosion, surveillance des effets de l'installation sur son environnement) ne sont pas concernées. En effet, les locaux sont encore utilisés par d'autres sociétés et disposent d'une vidéosurveillance. En ce qui concerne la surveillance de l'environnement, elle n'apparaît pas nécessaire pour les raisons suivantes :

- les déchets sont conditionnés correctement ;
- l'ancien exploitant a transmis des mesures dans l'air des locaux dont les résultats sont satisfaisants (moins d'une fibre par mètre cube) ;
- le sas déchets et l'atelier confiné semblent avoir été exploités correctement (ventilation et filtration avant rejet vers l'extérieur).

Après une visite sur site, réalisée le 12 décembre 2019 en présence du mandataire judiciaire, par l'inspection de l'environnement et l'Ademe, cette dernière a estimé le coût de l'évacuation des déchets dangereux (environ 65 tonnes de déchets amiantés relevés sur le registre des déchets, ainsi que quelques déchets huileux et contaminés au plomb trouvés sur site) à environ 120 000€ TTC (voir le rapport cité en référence [3] joint au présent rapport).

Au regard du coût estimé, la procédure fixée par la circulaire citée en référence [4] consiste à demander la validation de la demande d'intervention de l'Ademe auprès du Préfet de région (pour les coûts supérieurs à 150 000€, il est nécessaire de solliciter un accord ministériel).

Recherche de la responsabilité des producteurs de déchets

L'inspection de l'environnement a prévu de rappeler (par courrier avec accusé de réception) aux producteurs de déchets identifiés dans le registre transmis par l'ancien exploitant leur responsabilité au titre de l'article L.541-2 du Code de l'Environnement. Il va leur être proposé d'entrer en contact avec l'inspection et l'Ademe afin de fixer une journée pendant laquelle ils pourront mandater une entreprise pour récupérer les déchets qu'ils ont produits. L'Ademe organisera cette opération de reprise et mettra à disposition des producteurs des moyens de manutention afin de faciliter cette reprise.

Il est ainsi probable que de nombreux déchets puissent être pris en charge par leur producteur. Il restera néanmoins des déchets pour lesquels il n'est pas possible d'identifier le producteur (le registre fourni ne reflète pas totalement ce qui est présent dans les locaux, environ seulement la moitié), ainsi que des déchets du type gaines, consommables d'aspirateur, unités d'aspiration hors d'usage produits par SATURNIC. De même il est possible que des producteurs ne répondent pas à la demande de l'inspection. Dans ce cas, l'inspection considère que l'Ademe devra prendre en charge ces déchets afin de ne pas repousser le délai d'évacuation des déchets, et ensuite demander aux producteurs concernés de lui reverser le montant correspondant au coût de transport et d'élimination de leurs déchets.

3. Proposition de l'Inspection de l'environnement chargée des installations classées

L'inspection de l'environnement chargée des installations classées propose donc à M. le Préfet de Vaucluse de solliciter l'accord de M. le Préfet de région pour signer les projets d'arrêtés préfectoraux en pièce jointe [2] et [3], afin de prescrire à l'Ademe des travaux d'élimination des déchets dangereux présents sur le site de la société SATURNIC contribuant ainsi à sa mise en sécurité au sens de l'article R.512-39-1 du CE.

Après réception de l'accord de M. le Préfet de région, l'avis du Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques n'a pas à être sollicité avant la signature de ces arrêtés ; il en sera simplement informé a posteriori.

Par ailleurs, la procédure contradictoire avec le mandataire judiciaire et le(s) propriétaire(s) des locaux est à mener par les services de la préfecture.

L'inspectrice de l'environnement